

L'HÉRITAGE POLITIQUE DE VALÉRY GISCARD D'ESTAING

Cinquante ans après son élection surprise, quel est le patrimoine politique légué par Valéry Giscard d'Estaing ? Le jugement de l'histoire, toujours en mouvement, donne à voir de son septennat un bilan d'une densité exceptionnelle, jamais égalée. Malgré un contexte économique défavorable, ponctué par deux chocs pétroliers et par l'effondrement de la sidérurgie française, le Président multiplie les initiatives en vue de moderniser la France et de l'adapter aux défis du monde nouveau. Son slogan de campagne "Le changement sans le risque" traduit bien sa volonté de transformer la société française, sans provoquer de crise comparable à celle de Mai 1968 dont beaucoup redoutent encore la reproduction.

Une société plus juste

Comment prolonger l'héritage laissé par le général de Gaulle, sans fracturer le pays et sans rompre avec le passé ? C'est cette équation que ce polytechnicien de formation cherche à résoudre, refusant de sacrifier l'intérêt supérieur du pays à la "politique de l'escarpolette", selon l'expression de Raymond Barre. Sa volonté de créer une "société à partir de l'homme" explique l'étendue et la cohérence des mesures visant à réduire les inégalités. Les femmes, injustement traitées jusqu'ici, en sont les principales bénéficiaires avec la contraception, la légalisation de l'avortement, le divorce par consentement mutuel mais aussi avec l'amélioration de leur condition économique (allocations de parent isolé, de rentrée scolaire, congé parental d'éducation, complément familial). L'aide aux exclus s'adresse aussi aux handicapés, avec l'une des lois les plus consensuelles et novatrices du septennat, créant l'AHH et aux personnes âgées pour lesquelles prend naissance la première "politique de la vieillesse" dans notre pays. Quant au logement, le financement priorise désormais le soutien et la solvabilité des ménages, avec la mise en place d'une aide personnalisée (APL). Enfin, le combat pour l'égalité des chances se traduit par l'institution du "collège pour tous", destiné à procurer à chaque élève ce que Giscard appelle un "savoir minimal". Ce vaste effort n'est pas conjoncturel, il s'inscrit dans l'espoir de renforcer une "grande classe moyenne", fondée sur le talent et la volonté, non sur la transmission des privilèges et des handicaps.

Une démocratie apaisée

En même temps qu'il s'attache à équiper le territoire, à le rendre plus compétitif et plus respectueux de l'environnement, le Président a parfaitement saisi l'aspiration de l'opinion à de nouvelles libertés, après trente ans consacrés à la reconstruction

d'un pays meurtri. Au-delà des premières mesures symboliques comme la suppression des écoutes téléphoniques illégales, il veille avec application à étendre l'Etat de droit et les libertés publiques. C'est pour lui la condition d'une "communauté d'hommes libres et responsables". Dès l'été 1974, il abaisse la majorité civile et électorale à 18 ans, ouvre les questions au gouvernement à parité entre la majorité et l'opposition, élargit la saisine du Conseil constitutionnel à la minorité parlementaire. À la culture du conflit, il espère ainsi substituer celle, plus fructueuse, du débat comme l'atteste le démantèlement de l'ORTF. Dans les rapports trop anonymes entre les citoyens et l'administration, Giscard introduit aussi de vastes touches de libéralisme : on lui doit notamment la protection du citoyen contre l'intrusion informatique et l'accès aux documents administratifs, confiés à des autorités indépendantes, l'amélioration des garanties en matière de justice, ainsi que la fin du statut dérogatoire frappant Paris. Sa volonté de réunir "Deux Français sur trois" pouvait sembler utopique, même s'il a fait bouger les lignes sur quelques grands sujets. Mais, l'alternance sans violence réalisée en 1981, à part quelques sifflets malvenus, laisse une France politique apaisée dans laquelle la participation électorale reste élevée, y compris chez les jeunes, les comportements stables et prévisibles et les partis extrémistes réduits à la portion congrue. Faut-il alors s'étonner que 63 % des Français interrogés en 2024 par Opinion Way déclarent que "Valéry Giscard d'Estaing a fait progresser la France" ?

Pierre Albertini, professeur émérite, ancien député et maire, auteur de "*Giscard, le président qui osa*", éd. L'Archipel